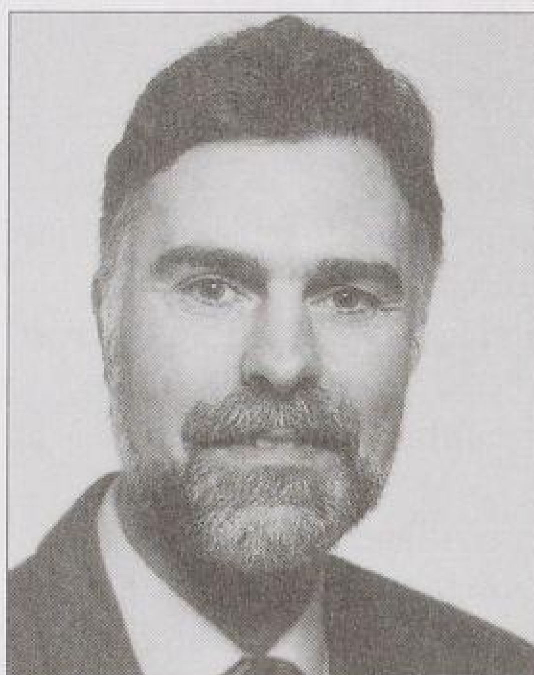
Election législative • 21 mars 1993 • 5e circonscription

POUR CHANGER VRAIMENT !

DANIEL GOUTTEFARDE ET JEAN-PIERRE BARBE

Candidats de rassemblement présentés par le Parti communiste français



Daniel GOUTTEFARDE
Ajusteur - Maire-adjoint des Ulis



Jean-Pierre BARBE
Technicien au CNRS - Suppléant

Madame, Mademoiselle, Monsieur,

Vous êtes l'un des ces millions de Françaises et de Français qui veulent utiliser ces élections pour exprimer leur mécontentement, leur désir de changement :

La politique menée par le parti socialiste au pouvoir est faite de régression sociale. Et le chef de l'Etat affirme "je n'y peux rien". Il est normal qu'une telle politique soit condamnée avec force.

Vous rejetez le chômage qui touche de plus en plus de jeunes, d'hommes et de femmes, employés, ouvriers, techniciens, ingénieurs, cadres...

Vous êtes inquiet face à l'avenir, celui de vos enfants. Vous refusez de voir attaquer le droit au logement, la santé, la protection sociale, la retraite, l'environnement.

Vous êtes dégoûté par la corruption, "les affaires".

Vous aspirez à du neuf.

Ne serait-il pas paradoxal que la droite utilise votre désir de changement pour mettre en œuvre ses projets qui aggraveront encore la situation ? Ne veut-elle pas augmenter la TVA, la CSG, remettre en cause la sécurité sociale, l'Education nationale, développer le travail précaire, baisser les coûts salariaux ? N'affirme-t-elle pas avec Séguin qu'il "faut convaincre l'opinion publique de la nécessité du sacrifice" ou avec Balladur : "nous ne pouvons garantir ni la baisse du déficit, ni la baisse du chômage" ?

Face à cela, l'opération du "big bang" de Michel Rocard n'apporte rien de neuf puisque cela revient à s'allier avec une partie de la droite.

Qu'attendre de Génération-Ecologie qui vient de voter avec la droite les budgets des conseils régionaux d'Ile-de-France, de la région Rhônes-Alpes ? S'allier avec les rois du béton et de la spéculation immobilière est une façon bien singulière de se soucier de l'état de la planète pour les générations futures. Brice Lalonde et Antoine Waechter n'affirment-ils pas que le "plein emploi est désormais une illusion" et ne proposent-ils pas la baisse des salaires dépassant 8 900 francs ?

Lourdes sont les responsabilités de ceux qui, au lieu de prendre en considération la gravité du programme de la droite, projettent de s'allier avec elle ou une partie d'entre elle.

Une question vous est posée aujourd'hui : sur qui compter demain à l'Assemblée nationale et dans le pays pour vous défendre contre la droite ?

Nous vous proposons d'utiliser le vote communiste, seul point d'appui solide pour parer les mauvais coups préparés par la droite et construire une perspective de réel changement.

Nous sommes porteurs de propositions montrant qu'une autre politique est possible. Contrairement à ceux qui vous prêchent la résignation et la fatalité, nous pensons que le progrès des sciences et des techniques ne voue pas la société au déclin et que l'intelligence et le progrès des connaissances sont des atouts pour le développement d'une société plus juste, plus humaine et plus efficace. Nous le savons bien dans notre circonscription si profondément marquée par les activités de recherche, d'enseignement supérieur et de haute technologie.

Ces élections peuvent permettre de faire converger les voix de ceux qui veulent un changement de politique. Chaque voix qui se portera sur les candidats du PCF contribuera à favoriser le rassemblement le plus ouvert et le plus large de tous ceux qui aspirent à une issue neuve pour le pays.

Si c'est cela que vous voulez, alors un moyen s'offre à vous, le vote communiste.

Utilisez-le.

Daniel Gouttefarde et Jean-Pierre Barbe

D'autres choix pour l'emploi :

- Taxer les placements spéculatifs et alléger les prélèvements sur les profits réinvestis dans les emplois.
- Appliquer la loi votée en décembre 1992 à l'initiative des députés communistes interdisant tout licenciement économique sans plan de reclassement et permettant le contrôle des fonds publics mobilisés par l'Etat pour l'emploi et la formation.
- Aller vers les 35 heures sans réduction de salaire. Une première réduction de deux heures sur cinq ans permettrait de créer 500 000 emplois.
- répondre aux besoins urgents de la société qui supposent davantage de formation et de qualification, de donner à la recherche un rôle moteur du développement.
- Donner à chaque salarié la possibilité d'utiliser 10% de son temps de travail pour la formation continue, c'est nécessaire en raison du rythme de développement des sciences et des techniques et cela permettrait de créer 500 000 emplois.
- Humaniser et moderniser les services publics pour répondre aux besoins (SNCF, RATP, PTT, Hôpitaux, Education nationale...).
- Augmenter les salaires et porter le SMIC à 7 500 francs. Cela permettrait de développer la demande de consommation et de créer de nouveaux emplois pour y répondre.

L'argent, les moyens de crédit et de fincancement existent et peuvent être utilisés autrement

Les profits : 1 200 milliards pour les 150 plus grosses entreprises. Cela ne les empêche pas de licencier !
Sur les 1 800 milliards de ressources des entreprises en 1989 :
500 milliards sont partis en exportation de capitaux, spéculation, placements.
300 milliards ont été versés aux banques.
194 milliards ont été prélevés en dividendes pour les actionnaires.
Le poids de la Bourse a été multiplié par 4,5 depuis 1982.
Ce monstrueux gaspillage doit cesser. Il faut réorienter complètement l'utilisation de cet argent : taxer la spéculation et l'exportation de capitaux et alléger les prélèvements sur les profits réinvestis dans les emplois.

Développer la protection sociale :

Créer des emplois, relever les salaires, c'est accroître les ressources de la Sécurité sociale.
Faire le contraire, c'est les réduire et accroître ses charges.
Taxer les revenus financiers au même taux que les revenus salariaux rapporterait immédiatement 65 milliards de francs.

Récession, la faillite d'une politique

600 000 licenciements économiques en 1992.
133 000 emplois de moins au 31 décembre qu'au 1er janvier 1992.
Les richesses produites par la nation ont baissé de 0,5% au dernier trimestre 1992.
La diminution des investissements, la baisse de la demande extérieure et de la consommation intérieure liée aux bas salaires et au chômage expliquent cette situation.
Relancer l'emploi et les salaires sera le moteur d'un redressement et de la création de nouvelles richesses.

Vu le candidat